Le Comité exécutif de la FSESP condamne les manœuvres auxquelles se livrent notamment les dirigeants politiques et gouvernements turcs et polonais, qui utilisent la pandémie pour restreindre les droits des femmes.

Déclaration adoptée par le Comité exécutif de la FSESP, 7-8 avril 2021

Le Comité exécutif de la FSESP condamne les manœuvres auxquelles se livrent notamment les dirigeants politiques et gouvernements turcs et polonais, qui utilisent la pandémie pour restreindre les droits des femmes. La COVID-19 n'a pas le même impact sur les femmes que sur les hommes. Dans un monde où la discrimination à l'égard des femmes, au travail et dans la société, persiste, les femmes ont été plus durement touchées par l'urgence sanitaire (voir la déclaration du Comité exécutif de novembre 2020).

Le retrait d'un instrument international tel que la Convention d'Istanbul pour le remplacer par une loi nationale visant clairement à saper les droits à l'autodétermination, à la justice équitable et à la protection contre la violence et la discrimination constitue un affront à l'état de droit.

Les instruments internationaux définissent des normes minimales et ménagent une marge de manœuvre pour l'adoption de législations nationales prévoyant des normes plus ambitieuses et plus élevées. Si la Turquie ou la Pologne voulait offrir aux femmes plus de protections et de meilleures protections contre la violence et la discrimination, elles auraient pu le faire. Mais ce n'était pas leur objectif. Au contraire, ces pays veulent imposer un système où les femmes sont des citoyennes de seconde zone et où la communauté LGBTIQ+ est anéantie, et ce, pour créer une structure propice à la violence, la discrimination et l'homophobie institutionnalisées.

Aujourd'hui, nous condamnons ces agissements et exprimons notre solidarité avec les femmes et la communauté LGBTIQ+ vivant en Pologne et en Turquie ainsi que dans tout autre pays européen ayant été le théâtre d'une dégradation des droits de l'homme durant la pandémie. Nous appelons le « groupe de Visegrad », la Slovénie et les autres pays à ne pas succomber à l'idée du gouvernement polonais, et donc à ne pas sortir de la Convention d'Istanbul pour conclure un traité séparé qui accorderait moins de droits et de protections aux femmes et à la communauté LGBTIQ+.

Nous ne nous tairons jamais et nous continuerons de lutter à leurs côtés. Aucune crise sanitaire et aucune autre situation d'urgence ne devrait servir de prétexte pour restreindre les droits fondamentaux.